

L'anthropologie du développement aux États-Unis : force et promesses d'une nouvelle profession

Elisabeth RANC

Anthropologue, 28 rue de l'Arbalète, 75005 Paris

RÉSUMÉ

Au sein de la tradition « appliquée » de l'anthropologie américaine et, en dépit de nombreux obstacles (éthiques et théoriques d'une part, politiques et institutionnels d'autre part), une discipline est devenue une profession à part entière : l'anthropologie du développement.

Forte de nouveaux savoirs, savoir-faire et méthodes, décomplexée, extrêmement constructive, la nouvelle profession est de plus en plus considérée, au sein des organismes de développement, comme indispensable à la réussite effective (pour les organismes comme pour les populations) des projets de développement.

Elle contribue de plus à l'élaboration et à l'enrichissement de nouveaux savoirs disciplinaires (théorie anthropologique de la pratique de développement, anthropologie dynamiste, savoirs spécialisés par types de projets).

Encore fragile, cette nouvelle profession semble cependant bien armée désormais pour s'imposer véritablement dans le monde du développement.

MOTS-CLÉS : Anthropologie du développement — Sociologie du Développement — Sciences Sociales du Développement — Anthropologie américaine du développement — Développement social — Projets de développement : facteurs humains et sociaux, expertise — Développement : expertise sociale.

ABSTRACT

Development anthropology in the United States : impact and prospects of a new profession

Within the "applied" tradition of American anthropology and in spite of many obstacles (ethical and theoretical as well as political and institutional) a discipline has become a full-fledged profession : Development Anthropology.

Reinforced by new knowledges, know-hows and methods, extremely positive and constructive, the new profession is now very much appreciated in development organizations and considered as indispensable to the success (for the populations as well as for the agencies) of development projects.

Moreover, the new profession contributes to the creation and enrichment of anthropological knowledges : theory of development practices, dynamist anthropology, project-bound specialized knowledges.

Still fragile, the American Development Anthropology seems however mature enough to impose itself in development circles.

KEY WORDS : Development anthropology — Development sociology — Development social sciences — American development anthropology — Social development — Development projects : human and social factors, appraisal — Development : social appraisal.

Il y a anthropologues et anthropologues du développement. Les premiers ont une image de marque désastreuse dans les milieux du développement. Les seconds sont les pionniers, estimés pour leur particulière compétence, d'une nouvelle profession en plein essor aux États-Unis.

Il est temps que cette expansion rapide et récente (un peu plus d'une dizaine d'années) d'une spécialité prometteuse soit reconnue à la fois par les milieux de l'anthropologie et par ceux du développement, français ou autres, et que les leçons en soient tirées : par exemple, par la création de formations spécialisées, et par l'aménagement institutionnel, au sein des organismes nationaux et internationaux, de la présence de ces nouveaux et indispensables professionnels.

La spécialité a connu, aux États-Unis, une naissance difficile : délicate séparation de l'anthropologie-mère, troublante association avec le monde US du développement. Cependant, elle semble maintenant bien établie : un esprit et des codes communs unissent un ensemble de chercheurs qui se sont dotés de solides compétences et ont réalisé des progrès substantiels. Beaucoup reste sans doute à faire pour asseoir définitivement la légitimité de l'entreprise, mais la dynamique est enclenchée et indéniablement pleine de potentialités.

L'anthropologie du développement aux États-Unis naît dans le contexte plus large de l'expansion généralisée de l'anthropologie appliquée américaine. Il faut sans doute retracer ses débuts, ses réticences et hésitations, ses débats puis ce silence d'une décennie pour comprendre — et aussi relativiser peut-être — le caractère extraordinaire — mais fragile encore — de sa résurgence actuelle (BASTIDE, 1971 ; HOBEN, 1982 ; PARTRIDGE et EDDY, 1987 ; VAN WILLIGEN, 1986).

Si les anthropologues américains, au début du XX^e siècle, ont été appelés à intervenir dans des problèmes politiques et sociaux concrets, c'est souvent de manière tout à fait ponctuelle et inintentionnelle. C'est, à l'origine, une participation moralement et financièrement sollicitée par le monde extérieur et sans doute pas le résultat de développements internes : l'application n'est pas une « tendance naturelle » de l'anthropologie, qui revendique une scientificité fondée dans le difficile maintien d'une distance à l'égard du monde.

Les anthropologues américains du début du siècle étudient leurs Indiens, soucieux d'enregistrer les témoignages des derniers survivants de cultures en voie de disparition, plus préoccupés de reconstruction de l'histoire de l'humanité que des particularités de la situation existante. Pourtant, les conditions de vie désastreuses des indigènes, affamés, concentrés dans des réserves qui se réduisent comme des peaux de chagrin, amènent certains des chercheurs de l'époque à répondre aux appels d'administrateurs à court de solution (c'est ce que l'on appelle « trouble-shooting research »). A la suite du vote, en 1934, du fameux Acte de Réorganisation, les anthropologues sont, pour la première fois, massivement impliqués dans la mise en œuvre d'une politique, celle qui vise à protéger les droits des Indiens sur leurs terres.

C'est dans cette collaboration avec l'administration des Affaires Indiennes qu'est née, peut-on dire, la tradition « appliquée » de l'anthropologie américaine, avec sa kyrielle de questions théoriques, méthodologiques et éthiques. La

reconnaissance de l'ampleur et de la spécificité de ces problèmes conduit d'ailleurs à la création, en 1941, de la Société d'Anthropologie Appliquée.

Cette même année 1941, les États-Unis font leur entrée dans la guerre : leur véritable participation aux affaires du monde commence.

Après la crise indienne, c'est cette autre crise, la guerre, qui amène les anthropologues à s'impliquer de nouveau dans les problèmes politiques et sociaux de leur temps. Ils en ont en particulier la spectaculaire occasion lorsque des émeutes éclatent dans les camps où ont été regroupés 110 000 Américains d'origine japonaise : une fois de plus, l'Administration fait, d'urgence, appel à eux. Ils participent aussi à divers programmes de formation d'officiers qui se destinent à des tâches de gouvernement outre-mer (dans le Pacifique principalement).

Dans la foulée, après la guerre, ils sont de même embauchés dans les programmes d'assistance aux pays d'Amérique Latine : les administrateurs et techniciens de projet ont en effet réalisé que leurs efforts (en matière de santé publique ou d'agriculture) se heurtent à d'insolubles résistances sociales et culturelles. Les anthropologues sont alors appelés à travailler dans la division du Développement Communautaire de l'ancêtre de l'USAID, l'ICA (International Cooperation Administration) qui est, en 1964, leur plus gros employeur aux États-Unis, devant ainsi le Bureau of Indian Affairs et l'Administration of the Pacific Trust Territories (article de G. LANGLEY : « The Uses of Social Scientists in the United States' Foreign Aid Program : a Retrospective »).

Les anthropologues semblaient donc bien partis pour jouer un rôle croissant dans les politiques de coopération internationale des États-Unis dans leurs nouvelles aires d'influence. Pourtant, une décennie plus tard, au début des années 1970, ils se sont comme évaporés des programmes gouvernementaux, et ont regagné le cocon académique, alléchés par les offres d'emploi des universités américaines en pleine expansion, mais aussi, et peut-être surtout, refroidis par l'expérience éthiquement et scientifiquement très inconfortable du travail appliqué.

D'un point de vue éthique, l'anthropologie appliquée est en effet dans une situation très ambiguë : aussi vertueuses soient les intentions de l'individu praticien, vue globalement, la profession semble plutôt servir les intérêts de l'expansionnisme américain.

La fin des années 60 marque à cet égard une crise de conscience aiguë symbolisée par deux cas tristement fameux : le projet Camelot et le projet thaïlandais (VAN WILLIGEN, 1986 ; JONES, 1971). Le projet Camelot est un vaste programme de recherche financé par l'Armée américaine et visant à étudier les risques de « guerre interne » dans les pays d'Amérique Latine, ceci afin de mieux pouvoir désamorcer toute tentative. C'est utiliser les anthropologues à des fins contre-insurrectionnelles dans des États où certaines couches de la population sont de toute évidence opprimées. Le projet thaïlandais, quant à lui, est un ensemble de recherches largement financées par une agence du Département de la Défense qui soutient le gouvernement thaïlandais dans sa volonté de juguler le trafic d'opium et d'éviter toute insurrection de la part des « tribus » des collines du Nord.

Des débats extrêmement douloureux ont suivi cette implication dans des recherches à forte connotation politique. Une autre question, à première vue moins sujette à polémique, a aussi agité — et agite encore — les cercles anthropologiques (BODLEY, 1981 ; EHRENFELD, 1981 ; LEWIS, 1973 ; THOMPSON, 1976) : la vision d'un développement, entreprise machiavélique du capitalisme mondial, machine infernale de destruction de l'environnement et des cultures, pose d'inévitables problèmes de conscience aux chercheurs. Leur position devient alors souvent paternaliste et défensive : il s'agit de protéger les populations sans

voix au chapitre de l'exploitation par des gouvernements élitistes et corrompus ; il faut aussi tâcher de « limiter les dégâts » suscités par une entreprise irréversible à échelle mondiale.

En proie à de graves dilemmes éthiques, les anthropologues américains ont alors préféré « s'en laver les mains », rejoindre le giron sécurisant de la « tour d'ivoire », et reprendre les débats « purement » théoriques de l'anthropologie fondamentale.

Cette même anthropologie fondamentale, culture ésotérique d'individus-hors-du-monde, a d'ailleurs bien mal servi les besoins de l'application. La discipline-mère, méprisant ses praticiens, leur reprochant une scientificité douteuse, repliée sur des débats définis par ses ancêtres fondateurs, n'a évolué que très lentement et n'a commencé d'aborder les problèmes contemporains de changement social que d'une manière très accessoire et tardive. De ce fait les anthropologues « collaborateurs » ont été très mal équipés, théoriquement et méthodologiquement, pour mener à bien leur tâche.

La discipline américaine a été, de ce point de vue, encore plus tournée vers le passé des sociétés que ses parentes britannique et française. Que ce soit sous le sceau de l'évolutionnisme (Morgan), de la méthode inductive (Boas), ou du diffusionisme (Lowie), les chercheurs américains s'empressent de multiplier les études sur ces vestiges de population « primitive », les Indiens, qui survivent aux portes de leurs Universités.

Lorsqu'ils s'intéressent aux questions contemporaines, c'est sous l'influence de l'anthropologie sociale fonctionnaliste des Britanniques MALINOWSKI et RADCLIFFE-BROWN qui bénéficient dans les années 20 et 30 des largesses de la Fondation Rockefeller. Une Margaret MEAD, un WARNER, se penchent alors sur les problèmes de la société américaine actuelle, ou s'attachent à saisir le présent des ethnies prises dans le tourbillon de la « modernité » ou des communautés rurales de l'Amérique profonde.

Cependant, le « holisme » et le fonctionnalisme dominants ne permettent qu'une image très statique des sociétés (FOSTER *et al.*, 1979). Les études portent en général sur la façon dont les communautés ont assimilé les changements et sont parvenues à un nouvel équilibre. La dynamique n'est pas encore considérée comme une propriété inhérente des systèmes sociaux (G. BALANDIER), et les lois de cette dynamique, seules susceptibles d'aider à la compréhension des sociétés en proie au « développement », sont inconnues.

Défendant des cultures traditionnelles statiques, peu préparés au travail de prédiction qui leur est demandé, les anthropologues sont vite apparus de peu d'utilité aux administrateurs de projet. Pourtant, après une décennie d'éclipse, ils font un retour en force sur la scène du développement, retour favorisé par la nouvelle politique américaine qui se concrétise en 1973 par le vote des New Directions, la réorganisation de l'USAID, et ... l'embauche croissante d'anthropologues. L'association, à ses débuts surtout, a été une entreprise délicate. Elle reste incertaine. En effet, les « social scientists » se savent dépendants des fluctuations de la politique d'aide, elle-même globalement soumise aux impératifs de la politique extérieure américaine (GUESS, 1987). L'aide, en tant que telle, a peu de défenseurs dans la population et au Congrès : les programmes d'assistance extérieure ne subsistent que parce qu'ils servent des intérêts puissants et organisés, pour lesquels l'amélioration du bien-être des populations du Tiers-Monde est secondaire. Deux grands principes dominent ainsi la politique américaine en la matière : la sécurité (en 1987, par exemple, près de 70% de l'aide est explicitement destinée à des pays dont la stabilité politique est essentielle à la sécurité des États-Unis) et la rentabilité (près de 80% des fonds d'aide sont dépensés aux États-Unis : le principe étant de financer au minimum les coûts locaux et de favoriser les exportations américaines).

De ce fait, ont en général été privilégiés les grands projets « capital-intensive », pour des raisons de rentabilité bien sûr, mais aussi en accord avec la théorie dominante des années 60 : les produits d'une croissance économique qu'accélérent les transferts de technologie occidentale, finiront logiquement, à la longue, par bénéficier à toute la population en termes d'emplois et de revenus (« trickle-down » approach) (ARNDT, 1987).

Cependant, au début des années 70, ces tendances lourdes de la politique d'aide américaine sont remises en cause, dans le sillage du traumatisme vietnamien et des théories du développement à la mode. Les temps sont à la redistribution directe des bénéfices aux plus pauvres des régions rurales. C'est cet objectif qui est d'ailleurs assigné à l'USAID quand le Congrès parvient — exceptionnellement — à se mettre d'accord sur des Nouvelles Directives, amendements « révolutionnaires » apportés au Foreign Assistance Act soumis annuellement à son autorisation. La nouvelle législation donne un extraordinaire élan à l'embauche d'anthropologues par l'USAID qui doit désormais satisfaire à deux nouvelles exigences introduites dans ses procédures.

La première est le CDSS (Country Development Strategy Statement) : les Missions AID doivent fournir une analyse détaillée des phénomènes de pauvreté dans leur pays d'accueil et recommander une stratégie globale à leur égard. La seconde exigence consiste à inclure une SSA (Social Soundness Analysis) dans les documents requis pour chaque projet : il s'agit d'identifier les principaux groupes, relations et processus sociaux susceptibles d'avoir des incidences sur l'opération, et d'estimer les effets redistributifs probables de celle-ci.

En 1981, les anthropologues permanents à l'USAID sont au nombre de 50, sans compter tous les consultants à court terme. Les permanents se trouvent aussi bien dans les bureaux centraux où ils contribuent à la formulation des politiques globales de l'Agence que dans les Missions de terrain et les Bureaux Régionaux où ils supervisent ou conduisent les recherches concernant les « facteurs humains et sociaux ». Quant aux consultants, ils sont essentiellement appelés pour effectuer telle ou telle SSA ou une évaluation (Practicing Development Anthropology 1981).

Pourtant, dès 1981, avec l'arrivée de l'administration Reagan au pouvoir, l'élan semble retombé : les puissants groupes d'intérêts reprennent l'avantage — s'ils l'ont jamais perdu — et les principes de sécurité et de rentabilité redeviennent les mots d'ordre explicites de la politique d'aide. L'heure est au « dialogue politique », c'est-à-dire à la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils modifient leurs politiques macro-économiques, au développement du secteur privé et à la réduction du nombre des projets au profit d'une aide plus globale portant sur des programmes « parapluie » (JOHNSTON *et al.*, 1987; KUMAR, 1987; SEWELL *et al.*, 1986).

Dans un tel contexte, les anthropologues ont-ils encore leur place et quelle place ? C'est la question que pose avec inquiétude M. HOROWITZ dans son éditorial de *Development Anthropology Network*, au printemps 1988 (HOROWITZ, 1988). Les chercheurs ainsi soumis aux fluctuations des politiques d'aide, ont de plus à s'adapter aux procédures et à la culture organisationnelle de l'USAID, à sa logique administrative et budgétaire (GUESS, 1987; HOBEN, 1980; TENDLER, 1975).

La préparation des projets de l'année fiscale à venir tient une place centrale dans les activités de l'Agence, malgré un certain assouplissement ces derniers temps (JOHNSTON *et al.*, 1987). Chaque printemps, le Congrès vote l'autorisation de budget et les objectifs de l'USAID. Et, chaque année, précédant ce vote, s'engage une course à la préparation de « Project Papers » susceptibles d'être acceptés lors de leur examen en haut lieu, car conformes aux critères formels et politiques en cours au sein de l'organisation. A tous les niveaux de la hiérarchie, l'objectif est de faire « passer » rapidement et sans accroc des projets coûteux : le

bon administrateur est celui qui réussit dans l'art du «moving money» (HOBEN, 1980; TENDLER, 1975) qui consiste à faire circuler les fonds, à en recevoir et à en allouer. Dans ce contexte, la qualité «réelle» du projet passe souvent au second rang des priorités, et les analyses sociologiques ont souvent été considérées comme une contrainte malvenue, ralentissant le cycle «conception du projet-approbation — allocation de fonds», incitant aussi à des projets moins coûteux techniquement mais socialement plus sophistiqués, et donc plus exigeants en personnel qualifié non-technique.

Alors même que les New Directions étaient en vigueur, le personnel de l'Agence a eu du mal à se plier à ces exigences supplémentaires et la tendance a souvent été — est encore maintenant — de revenir à des projets bien connus, déjà expérimentés, «capital-intensive», à chaque fois que l'occasion s'en est présentée (HOBEN, 1980).

Dans un tel contexte, l'ajustement des spécialistes en sciences sociales à leur nouvel environnement professionnel a été difficile : leurs analyses n'étaient en général pas prises en compte lorsqu'elles allaient à l'encontre d'un projet par ailleurs déjà plus ou moins lancé; à l'inverse, elles étaient brandies comme argument-massue lorsqu'elles étaient, par hasard ou par force, favorables. C'est ce que l'on a appelé les «advocacy documents» ou le «window-dressing».

Les anthropologues n'ont pas été facilement acceptés : accusés de demander des délais trop longs, de ne pas s'intégrer à l'équipe chargée de la préparation des documents, de refuser d'émettre les recommandations attendues d'eux, d'être plus critiques que constructifs, ils n'avaient pas vraiment voix au chapitre au moment des prises de décision.

Ce type de difficultés, des chercheurs à peine sortis du giron académique, les rencontrent dans toutes les organisations de développement lorsqu'elles entreprennent l'expérience déroutante d'embaucher des anthropologues ou des sociologues. Les débuts de l'association sont toujours délicats, et pour l'anthropologue désireux de préserver sa spécialité et son éthique de chercheur, et pour l'organisation, soucieuse de gestion concrète et de décision tranchée.

C'est pourtant dans ces circonstances, et sans doute aussi à cause de ces difficultés, que l'anthropologie du développement s'est épanouie, mais une anthropologie du développement moderne, nouvelle, positive, constructive, débarrassée de ses complexes, et qui développe rapidement les principes et aptitudes d'une profession à part entière — attributs déjà plus ou moins en germe dans les diverses expériences des années 50-60 bien sûr —.

Il a fallu, avant tout, prendre une position éthique, définir des rôles et les conditions d'exercice de ces rôles.

Les «nouveaux» professionnels ont adopté une approche très positive et courageuse de ce que l'on appelle le «développement» : en dépit des nuisances provoquées par le progrès technique, celui-ci s'est accompagné, pour les Occidentaux, de progrès sociaux que personne ne saurait nier, et dont tous devraient pouvoir profiter. Le développement économique et social est un bien dont il faut faire partager les avantages aux populations les plus démunies.

Les nouveaux anthropologues s'entendent aussi sur les caractéristiques de ce développement qui doit être équitable, ancré dans la participation initiale de la population elle-même qui donnera au processus une dynamique autonome. L'essentiel, pour cela, est de «mettre les gens d'abord» (putting people first [CERNEA, 1985a]), c'est-à-dire que le facteur humain et social doit être le fondement et l'aboutissement même de toute l'entreprise.

Ce n'est que lorsque les projets sont construits autour de cet élément central que l'aide déversée dans les pays du Tiers-Monde peut avoir une chance de bénéficier un tant soit peu à ses véritables destinataires, en leur permettant

d'accomplir les progrès techniques et sociaux qu'ils souhaitent vivement et expressément.

L'anthropologue est bien placé : sa connaissance des sociétés rurales et urbaines tropicales, sa connaissance des rapports de force et des processus sociaux, peuvent lui permettre de déterminer au mieux les actions les plus susceptibles de réussir au vu des tendances fondamentales de telle ou telle société. Il est aussi le plus apte à susciter la participation des populations par sa position privilégiée de médiateur et des capacités acquises — ou à acquérir — d'«ingénieur social».

Le chercheur doit donc s'engager résolument, adopter une éthique de responsabilité et d'action, dans un monde d'ambiguïtés et de dilemmes moraux (PARTRIDGE, 1987). C'est une position bien éloignée de celle de l'anthropologue théoricien, consacré à la critique sociale abstraite (MARCUS et FISCHER, 1986), et condescendant à l'égard de l'anthropologue «prostitué».

La force de cet engagement moral est très présente dans la brochure de présentation de l'IDA (Institute for Development Anthropology) créé en 1976 par trois anthropologues : D. BROKENSHA, M. HOROWITZ et T. SCUDDER. C'est une organisation de recherche et de formation, indépendante, non-partisane, sans but lucratif. Le credo de l'IDA est ainsi formulé :

(we) believe that the social sciences have much to contribute to the improvement of social and economic conditions of the world's poor, and (we) advocate actions that provide for maximum participation by beneficiary populations.

A cette prise de position, il faut sans doute ajouter l'adoption, en 1983, par la Society for Applied Anthropology, d'une déclaration concernant les responsabilités morales des anthropologues praticiens. Le premier paragraphe pose les conditions essentielles d'une pratique de recherche : participation volontaire des enquêtés, accord donné par eux en connaissance de cause, clarté du degré de confidentialité à attendre, tandis que le second paragraphe statue :

To the communities ultimately affected by our actions, we owe respect for their dignity, integrity and worth... We will avoid taking or recommending action on behalf of a sponsor, which is harmful to the interests of a community.

L'IDA, par exemple, parce qu'indépendant et dans une position relativement solide sur le marché, peut se permettre de refuser ses services à la mise en œuvre de tel ou tel projet dont la conception finale lui semble aller à l'encontre des intérêts fondamentaux des populations concernées (SCUDDER, 1987).

Pour avoir des chances d'être politiquement et éthiquement efficaces, les anthropologues reconnaissent en général un ensemble de conditions nécessaires à l'exercice d'une gamme de rôles possibles et souhaités.

La première condition est que les chercheurs travaillant sur un projet doivent non seulement avoir une connaissance approfondie de la société concernée mais aussi une expérience solide de tel ou tel type de projet. Pour être crédibles et efficaces, les anthropologues du développement tendent à se spécialiser selon les lignes de classification des projets : irrigation, «land settlement», reforestation, élevage ou pisciculture, recherche agricole et FSR (Farming Systems Research)...

La seconde condition est que l'anthropologue doit être intégré à toutes les étapes du cycle du projet : de la conception à l'évaluation, en passant par la préparation, l'exécution et le suivi. Le spécialiste propulsé à tel ou tel moment, pour une courte période de temps ne peut pas apporter grand-chose à un projet conçu et commencé sans lui. Il ne pourra guère que «rafistoler», donner des «piecemeal solutions» sans véritable impact.

Enfin, l'anthropologue du développement digne de ce nom doit être capable d'adopter toute une gamme de rôles si l'occasion et la nécessité s'en présentent

(WULFF et FISKE, 1987). Il doit d'abord remplir un rôle amélioré de chercheur : la recherche appliquée est un type particulier d'exercice qui requiert une analyse guidée prioritairement par la nécessité de répondre aux problèmes concrets soulevés par une intervention planifiée de développement. Il doit ensuite être capable de jouer un rôle d'«ingénieur social» : il doit pouvoir, à partir de son savoir, formuler des types d'intervention adaptés aux caractéristiques de la population et aux problèmes particuliers qui se présentent. Il doit aussi pouvoir servir de médiateur dans les tractations entre la population bénéficiaire et l'administration du projet. Il doit enfin pouvoir être l'animateur et le promoteur de la participation authentique d'une population qui doit, à terme, se réapproprier l'opération.

Ce sont des tâches bien lourdes à mener pour un anthropologue isolé, et des qualités difficiles à rassembler en un seul individu. La solution est alors sans doute celle qu'a développée l'IDA : une organisation qui lui permet d'opérer dans les conditions optimales énoncées ci-dessus et de couvrir toute la gamme des rôles possibles et souhaités.

Examinons rapidement ce cas significatif et prometteur de l'anthropologie du développement américaine.

En plus de sa propre équipe de chercheurs, l'IDA peut faire appel aux spécialistes dont elle tient un fichier informatisé croisant deux variables : la spécialisation régionale et la spécialisation sectorielle. L'Institut peut ainsi avoir recours rapidement à de véritables professionnels répondant précisément aux besoins particuliers de tel ou tel projet pour lequel l'IDA est susceptible d'être — ou a été — contracté à la suite d'un appel d'offres de l'USAID, d'un Gouvernement, ou de propositions faites par l'IDA lui-même.

L'IDA se reconnaît plus particulièrement quatre secteurs d'expertise : *a*) la production et la commercialisation alimentaires (agricole, pastorale, piscicole, ...), *b*) le développement régional, déplacement de populations et colonisation de nouvelles terres, *c*) la gestion sociale des ressources naturelles et *d*) la recherche institutionnelle et sociologique liée au développement.

Dans ces divers domaines de spécialisation, l'IDA couvre plusieurs programmes et projets. L'un de ces programmes «SARSA» va servir à illustrer les deux autres principes dégagés plus haut : l'implication à tous les stades des projets dans des rôles qui vont de l'analyse à l'orchestration. SARSA (Human Settlement and Natural Resource Systems Analysis) (IDA, 1984) est un accord de coopération entre l'USAID, Clark University et l'IDA. Ces deux dernières organisations fournissent des services de consultation (sciences biologiques et sociales) en matière de développement régional : gestion des ressources, dynamique villes-campagnes, colonisation de terres, déplacement de populations, développement des vallées fluviales.

Cet accord permet d'une part la collaboration à long terme des anthropologues, dans toutes les phases des projets, sur des actions intégrées et de longue haleine, menées en association avec des spécialistes d'autres disciplines. Il reconnaît d'autre part la diversité des services proposés : analyse des systèmes sociaux et écologiques et des ressources institutionnelles, préparation de plans pour la gestion des ressources naturelles, et organisation de l'intéressement et de la participation des populations et institutions locales à tous les stades du projet.

Prendre une position éthique, définir la gamme des rôles possibles et nécessaires n'est cependant pas suffisant. Les «nouveaux» professionnels ont à leur disposition pour mieux «exercer», des savoirs de spécialistes, des méthodes, des savoir-faire (PARTRIDGE, 1984). Ils assurent aussi l'avenir de la profession en préparant la formation de nouvelles générations et entretiennent — ou contribuent à créer — une culture professionnelle par des publications, des associations, des débats...

Tout d'abord, le nouvel anthropologue du développement a trois types de

savoirs qu'il utilise de manière conjuguée dans l'accomplissement de ses rôles : a) un savoir anthropologique incluant en particulier les développements récents sur les processus de changement social, la prise en compte d'une dimension diachronique, historique, l'établissement d'un lien analytique entre le 'micro' (la communauté villageoise) et le « macro » (l'ensemble régional et national dans lequel elle s'insère) (DE WALT et PELTO, 1985), l'intégration de la dimension écologique dans l'étude des systèmes sociaux, et une attention toute particulière aux théories et travaux de l'anthropologie économique ; b) un savoir technique, comme on l'a dit plus haut, relatif à tel ou tel type de projet : ses contraintes et potentialités techniques fondamentales, sa logique institutionnelle particulière, ..., formation souvent acquise sur le tas, à l'expérience ; c) enfin, un savoir institutionnel : l'anthropologue du développement, peut-être plus que tout autre spécialiste, se doit de connaître à fond les objectifs de l'organisation pour laquelle il travaille, ses règles et procédures, mais aussi toute la logique organisationnelle et les processus informels, c'est-à-dire la culture de l'institution (BOYLE, 1984 ; HOBEN, 1980 ; ROBERTSON, 1984). Sans cette connaissance — qui est aussi une pratique, on le verra — le chercheur est condamné à rester à l'écart des processus réels de décision et par conséquent à échouer dans ses objectifs.

Au-delà de ces trois savoirs fondamentaux, l'anthropologue, dans sa recherche, utilise des méthodes. La tendance est ici au pragmatisme, à l'adaptation des méthodes d'enquête aux circonstances de l'opération, aux types de renseignements requis, aux délais impartis. L'enquête de terrain, l'observation participante restent bien sûr la spécialité de l'anthropologue. Mais, considérant les contraintes d'un projet, cet aspect de la recherche ne peut être qu'un complément — essentiel —, un instrument de vérification et d'affinement d'enquêtes de type plus sociologique (enquêtes par questionnaires, données quantitatives, ...), contemporaines ou passées. Souvent, il est fait appel aux méthodes d'enquête rapide (« rapid rural appraisal ») (CHAMBERS, 1985), qui exigent du chercheur un dépouillement bibliographique préalable, l'établissement d'un réseau de collègues (anthropologues et développeurs) susceptibles de fournir rapidement les informations fondamentales, la concentration, lors de l'enquête de terrain, sur la réponse à quelques questions-clé, l'étude de processus choisis de façon pertinente (l'épargne, la répartition du travail, ...) qui révéleront simultanément les entités sociales à prendre en considération et les relations qui les unissent — ou les opposent — selon les aspects envisagés.

Enfin, l'anthropologue du développement n'est pas seulement chercheur, il est aussi « ingénieur social », ce qui suppose certaines qualités pratiques d'organisateur, d'administrateur, et sans aucun doute, un « sens politique » sans lequel il court le risque de se faire oublier ou écarter, non seulement au niveau d'un simple projet, mais aussi au niveau de l'organisation ou des sphères de décision nationales et internationales.

Le chercheur doit donc d'abord savoir présenter ses « résultats » et recommandations concrètes de manière parlante (pour les gens de l'organisation) et convaincante. C'est pourquoi connaître la langue et la culture de l'institution lui est si nécessaire : il doit pouvoir s'exprimer dans le langage opérationnel particulier de son environnement et rattacher sa recherche à la logique de l'entreprise.

Il doit aussi savoir jouer le jeu de l'équipe, et, par là-même tisser les réseaux informels qui donneront du poids à ses recommandations : l'échange permanent de réflexions entre divers spécialistes à toutes les étapes permet la construction d'un raisonnement mieux ajusté aux réalités et contraintes diverses.

L'anthropologue appelé à jouer le rôle de médiateur entre les communautés et l'organisation doit, pour l'instant, compter plus sur son expérience et son intuition que sur de véritables méthodologies sociales (CERNEA, 1985b).

Enfin, il se veut aussi l'avocat des intérêts réels des populations « bénéficiai-

res», non seulement dans l'organisation mais aussi aux niveaux de décision nationaux et internationaux : l'anthropologue a, là encore, à apprendre à parler haut et fort, et, pourquoi pas, à s'organiser en groupes de pression capables d'influencer les politiques et programmes d'aide au développement :

we need clearly to show how discoveries in anthropological method and theory inform on critical development issues. We have been all too modest, too reticent in asserting not just the pertinence of anthropology but its very primacy, its centrality in development policy and planning, as well as in project design and evaluation ... Our failure has not been in the substance of our work, but rather in our ability to communicate it effectively beyond the profession itself et, The risk is not only a declining participation of anthropologist in development, but, and more importantly, a reduced voice of advocacy for a development which is cost beneficial, sustainable, and promotes genuine growth with social justice (HOROWITZ, 1988).

Le renforcement et la stabilisation de la profession passent aussi aux États-Unis par un développement institutionnel qui favorise l'écho donné aux recherches en anthropologie du développement (publications), qui permet la formation d'un corps de professionnels, de spécialistes, reconnus pour leur compétence irremplaçable, et qui offre des structures associatives prenant en charge les intérêts professionnels des chercheurs praticiens.

Parmi les revues, *Human Organization* et *Current Anthropology* sont celles qui sont spécialisées dans la publication d'articles d'anthropologie appliquée. Des « lettres » (newsletters) trimestrielles paraissent : on citera plus particulièrement *Practicing Anthropology* (et surtout son numéro spécial de 1981 consacré aux anthropologues de l'USAID), et *Development Anthropology Network* (publié par l'IDA depuis décembre 1981). Quelques ouvrages récents méritent d'être signalés : *Applied Anthropology in America* (EDDY et PARTRIDGE, 1987), *Training Manual in Development Anthropology* (PARTRIDGE, 1984), *Practicing Development Anthropology* (GREEN, 1986), *Putting People First* (CERNEA, 1985a), *Anthropology and Rural Development in West Africa* (HOROWITZ et PAINTER, 1986) (*). Toutes sont des publications qui touchent prioritairement la communauté des anthropologues, praticiens ou pas. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les revues spécialisées dans le développement accueillent cette nouvelle littérature et dans quelle mesure celle-ci est lue par d'autres catégories de spécialistes travaillant sur les mêmes questions.

En ce qui concerne la formation, il s'agit d'une part d'introduire des cours d'initiation à l'anthropologie dans les programmes de formation des autres techniciens, agronomes et économistes du développement, ceci afin de favoriser la communication interdisciplinaire. Il s'est agi surtout d'autre part de mettre en place des programmes spécifiques de formation à l'anthropologie du développement. Il en existe déjà dans sept Universités, tant aux niveaux des BA et MA qu'à celui du PhD (VAN WILLIGEN, 1987). Le principe est de faire acquérir par les étudiants en BA et MA une double formation : anthropologique (avec accent mis sur les transformations actuelles des sociétés) d'une part, et technique et politique (axée sur les problèmes spécifiques de développement) d'autre part. En PhD, les étudiants ont souvent l'opportunité d'être intégrés à l'équipe de recherche de leur

(*) Ce sont tous des ouvrages « édités » à l'américaine : ce qui peut avoir l'avantage de faire connaître des expériences très diverses, mais présente aussi l'inconvénient d'un manque de souffle, d'un manque de synthèse, malgré les « recollages » souvent très réussis des « éditeurs ».

Université sur un projet de développement particulier. Un autre axe jugé indispensable par la profession est bien sûr la formation de spécialistes originaires des pays concernés eux-mêmes.

La « profession », ce sont tous les anthropologues qui travaillent à l'USAID, à la Banque Mondiale, dans des ONG, ou au sein d'organismes, indépendants comme l'IDA, ou universitaires, parfois pluridisciplinaires et spécialisés dans la consultation en matière de développement (Clark University, Cornell University, ...). Ce sont ces chercheurs dispersés dans divers contextes professionnels qui se retrouvent régulièrement aux Congrès de la Society for Applied Anthropology par exemple, ou à l'occasion d'ateliers et de séminaires réunis sur des thèmes précis. C'est là le moyen privilégié pour des anthropologues praticiens qui publient rarement, ou difficilement (manque de temps, confidentialité de certains rapports, manque d'émulation, ...) de communiquer leur réflexion, d'échanger des idées. Ces réseaux informels sont sans doute essentiels au renforcement d'une véritable culture professionnelle.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, cette « profession » aux États-Unis n'a qu'un peu plus d'une dizaine d'années d'existence. Pourtant, la dynamique semble bien enclenchée, solide. Des inquiétudes s'expriment encore cependant sur la précarité d'une situation de dépendance à l'égard de politiques d'aides à courte vue, d'intérêts politiques, économiques, stratégiques puissants, aussi bien dans les pays donneurs que dans les pays bénéficiaires de l'aide.

Après un peu plus d'une décennie d'existence, il est peut-être possible d'établir un bilan, de tracer des perspectives sur les accomplissements réels ou potentiels de la nouvelle anthropologie du développement. D'un point de vue théorique et méthodologique, l'évaluation est aisée. Du point de vue du développement qui est la véritable raison d'être de ces nouveaux spécialistes, les résultats obtenus et les perspectives d'avenir sont plus flous.

L'accomplissement le plus spectaculaire de cette décennie est sans doute le développement d'un savoir spécifique, spécialisé et pratique (CERNEA, 1985a; SCUDDER, 1987). Grâce à la solidité expérimentale de cette connaissance et à son orientation pratique, les anthropologues ont non seulement contribué — et contribuent encore — à remettre en cause certaines idées reçues des développeurs sur les sociétés touchées par leurs différentes interventions, mais ils peuvent aussi maintenant, lorsqu'ils sont confrontés à un type de projet particulier, « prévoir avec une précision considérable..., comment les populations locales vont répondre » à l'opération. En effet, l'anthropologue se trouve dans une situation de laboratoire pour ainsi dire : le même type d'expérience se trouve répété dans des ensembles différents de populations (SCUDDER, 1987). Pour chaque type de projet, des constantes se dégagent, dues aux contraintes techniques et organisationnelles inhérentes au type d'intervention entrepris par tel type d'agence.

Une importante littérature anthropologique se développe actuellement aux États-Unis dans les domaines des projets d'irrigation, des projets d'élevage, des projets de colonisation de nouvelles terres avec déplacements de population, dans celui de la gestion des ressources naturelles, ... On illustrera ce développement en prenant deux exemples particulièrement marquants : l'un est la recherche de T. SCUDDER sur les problèmes de déplacement de population, l'autre est la recherche sur la gestion des ressources naturelles développée par l'IDA qui a récemment publié l'ouvrage collectif : *Lands at risk in the Third World* (LITTLE et HOROWITZ, 1987).

Dans ce dernier ouvrage, les contributions remettent en cause l'idée largement répandue dans les milieux du développement que la dégradation de l'environnement est due aux pratiques « traditionnelles » des paysans et éleveurs, et démontrent qu'en fait ces pratiques sont d'origine récente, et dues à un appauvrissement généralisé des populations. Pour compenser la perte de revenu

due à des politiques économiques mal conçues et à des bouleversements considérables, les ressources disponibles sont soumises à une exploitation intensive. Un cercle vicieux s'instaure : les contributions des anthropologues mettent à jour, dans chaque cas particulier, les effets réciproques des processus biophysiques d'une part et sociaux d'autre part, rejoignant ainsi les axes de recherche de l'écologie culturelle et de l'anthropologie d'inspiration marxiste.

L'autre exemple de développement d'une connaissance spécifique à l'anthropologue de projet est la recherche de longue durée menée par T. SCUDDER et E. COLSON dans la Vallée du Zambèze en Zambie. Sur une période de 30 ans, ils ont eu l'occasion de suivre une population de 56 000 Gwembe Tonga déplacés à la suite de la construction du barrage de Kariba (FOSTER *et al.*, 1979 ; SCUDDER, 1985). T. SCUDDER a aussi eu l'occasion parallèlement de mener pour la Banque Mondiale et l'USAID des études d'autres populations, d'Afrique et d'Asie, déplacées pour les mêmes raisons. Cette vision à la fois diachronique et comparative lui a permis de dégager des principes d'intervention concrets basés sur l'expérience accumulée et le savoir acquis (SCUDDER, 1984). Le sujet est d'une importance cruciale pour tous les projets de développement avec établissement de barrages, déplacements de populations et colonisation de nouvelles terres. Il est aussi tout à fait passionnant d'un point de vue anthropologique « pur » : comment un ensemble de centaines ou de milliers de familles pionnières établissent des systèmes de production et forment de nouvelles communautés dans un environnement *a priori* inconnu d'elles ?

On en vient ainsi au problème de l'expansion de l'anthropologie en amont, dirais-je, c'est-à-dire vers des territoires plus fondamentaux, plus théoriques, mais aussi à son expansion en aval, vers la pratique, vers la création de méthodologies sociales, d'ingénierie sociale.

Le premier réflexe de l'anthropologue américain du développement est d'affirmer que son objectif premier n'est pas l'avancement de la théorie anthropologique en tant que telle, mais le développement, l'amélioration concrète du bien-être des populations concernées. L'anthropologie, dans ce cas, n'est que le moyen le plus approprié à la fin visée, ce n'est pas la fin en soi, du moins pas prioritairement. Cependant, deux champs au moins s'ouvrent « en amont » : leur exploration véritable demanderait bien sûr l'établissement de structures institutionnelles permettant à des chercheurs de suivre sur de longues périodes un ou plusieurs projets chez les mêmes populations (FOSTER *et al.*, 1979) et aussi de se retirer pour des périodes plus ou moins longues de la pratique professionnelle pour développer une réflexion disciplinaire.

Ces deux champs en amont de l'anthropologie du développement sont d'une part l'élaboration d'une « théorie de la pratique » (PARTRIDGE, 1987) qui serait une approche anthropologique de la pratique de développement elle-même, avec ses systèmes symboliques et organisationnels, sa logique, ses processus, sa dynamique : les anthropologues disposeraient ainsi d'une conscience critique de leur propre travail dans ce contexte. D'autre part, une seconde voie à aborder serait le lancement d'une véritable anthropologie dynamiste (RANC, 1988). L'ampleur de l'entreprise de développement et des bouleversements qu'elle entraîne fournit l'occasion malheureusement peu exploitée d'entreprendre une vaste recherche des processus fondamentaux de la dynamique sociale dans divers types de société.

En aval, c'est-à-dire du côté de la pratique, il reste à l'anthropologie du développement à élaborer les méthodologies sociales qui permettraient d'intégrer et de systématiser plus ou moins (l'ingénierie sociale restant un « art ») l'expérience d'anthropologues ou autres « animateurs » de la participation des populations à un développement qu'elles se réapproprient et qu'elles dynamisent. L'élaboration de telles méthodologies requiert, selon M. CERNEA, un effort soutenu et concerté de recherche-action, la collaboration étroite des chercheurs et

des développeurs, des expérimentations sociales, une formation sur le terrain, un soutien politique des gouvernements, et enfin une certaine institutionnalisation après la période expérimentale (CERNEA, 1985a; BELLONCLE, 1983).

En attendant de tels enrichissements dans le champ de l'anthropologie du développement, il reste à savoir si, en dix ans, elle est parvenue à remplir, au moins en partie, son objectif prioritaire : l'amélioration des projets pour un meilleur-être des populations dites « bénéficiaires ». Une cinquantaine d'anthropologues permanents à l'USAID ont-ils permis d'améliorer sur ces dix années la conception et la mise en œuvre de l'aide ? L'influence des quelques chercheurs de la Banque Mondiale a-t-elle réussi à modifier certaines composantes des projets en faveur des populations rurales ? L'International Potato Center qui, lui aussi, s'est « mis » aux anthropologues, a-t-il amélioré ses projets de recherche agricole par une meilleure adaptation aux conditions réelles de vie des paysanneries auxquelles elle est destinée (RHOADES, 1986; RHOADES *et al.*, 1986; International Rice Research Institute, 1980).

Une décennie c'est bien court, mais c'est sans doute maintenant que se joue l'avenir réel de l'anthropologie du développement comme en témoigne l'article de M. HOROWITZ cité plus haut. C'est cet incontournable bilan de l'expansion d'une nouvelle profession qu'il faudrait pouvoir élaborer. Malheureusement, aucune recherche systématique n'a été entreprise dans ce sens (CHAMBERS, 1987).

Il semble cependant indéniable que, globalement, le bilan est nettement positif. Les nouveaux spécialistes sont de plus en plus appréciés dans les milieux du développement pour leur compétence irremplaçable. Ils sont d'autant plus considérés comme indispensables que les organisations de développement reconnaissent largement et expressément que sans la prise en compte prioritaire et centrale des « facteurs humains et sociaux », leurs projets et programmes sont systématiquement voués à l'échec.

Cette conviction s'exprime dans la plupart des rapports d'évaluation autant de l'USAID (JOHNSTON *et al.*, 1987; KUMAR, 1987) que de la Banque Mondiale (CERNEA, 1985a; HOROWITZ, 1988). Ainsi, on a du côté de l'offre le développement de compétences solides et appréciées, et, de l'autre côté, une demande expresse qui ne pourra que s'accroître lorsqu'auront été tirées les leçons du vaste programme (MADIA) d'évaluation des efforts d'aide de huit pays occidentaux au développement africain (JOHNSTON *et al.*, 1987).

Le problème est sans doute maintenant un besoin d'ajustement institutionnel à la fois de la part des anthropologues (on a vu à cet égard la souplesse et la force d'une organisation comme l'IDA sur le marché et certaines leçons pourraient certainement être tirées pour la France d'une telle expérience) et de la part des organisations d'aide qui doivent apprendre à bâtir leur action autour des « facteurs » humains et sociaux à tous les stades de leurs interventions, et donc à institutionnaliser, de la manière la plus efficace possible, la présence des spécialistes de ces facteurs à tous les niveaux-clé de l'organisation et des programmes et projets de développement qu'elles entreprennent.

La balle est, là encore, dans le camp des anthropologues qui doivent s'organiser, faire pression et démontrer à toute occasion le caractère indispensable et spécifique de leur profession au sein de l'entreprise de développement (HOROWITZ, 1988).

BIBLIOGRAPHIE

- ALMY (S. W.), 1977. — Anthropologists and development agencies. *Am. Anthropol.* 79 (2) : 280-92.
- ARNDT (T. M.), 1987. — *Economic Development : History of an Idea*. Univ. of Chicago Press.
- BARLETT (P. F.), 1980. — Adaptive strategies in peasant agricultural production. *Ann. Rev. Anthropol.* 9 : 545-73.
- BARLETT (P. F.), 1980. — *Agricultural Decision Making : Anthropological Contributions to Rural Development*. New York : Academic Press.
- BASTIDE (R.), 1971. — *Anthropologie appliquée*. Paris, Payot.
- BELLONCLE (G.), 1983. — Anthropologie appliquée au développement rural africain. Notes de cours. IEDES 1982-1983.
- BELSHAW (C.), 1974. — The contribution of anthropology to development. *Current Anthropology*, 15 (4) : 520-26.
- BELSHAW (C.), 1976. — *The Sorcerer's Apprentice : An Anthropology of Public Policy*. New York : Pergamon Press.
- BODLEY (J.), 1981. — *Victims of Progress*. Menlo Park, Ca : Cummings Publish.
- BOYLE (W. P.), 1984. — *On the Analysis of Organizational Culture in Development Project Planning*. Binghamton, NY : IDA Working Paper n° 19.
- BROKENSHA (D. W.), WARREN (D. M.), WERNER (O.), 1980. — *Indigenous Knowledge Systems and Development*. Lanham, MD : Univ. Press of America.
- CERNEA (M.), 1985a. — *Putting People First. Sociological Variables in Rural Development*. NY : Oxford Univ. Press.
- CERNEA (M.), 1985b. — Sociological knowledge for development projects. Voir 1985a : 3-21.
- CERNEA (M.), 1987. — The «production» of a social methodology. Voir EDDY et PARTRIDGE, 1987 : 237-262.
- CHAMBERS (E.), 1985. — *Applied Anthropology : A Practical Guide*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.
- CHAMBERS (E.), 1987. — Applied Anthropology in the Post-Viet-Nam Era : anticipations and ironies. *Ann. Rev. Anthropol.* 16 : 309-37.
- CHAMBERS (R.), 1985. — Shortcut methods of gathering social information for rural development projects. Voir CERNEA, 1985a : 399-415.
- CHAMBERS (R.), 1986. — *Normal Professionalism, New Paradigms and Development*, Univ. of Sussex : Institute of Development Studies Discussion, Paper n° 227.
- COCHRANE (G.), 1979. — *The Cultural Appraisal of Development Projects*, NY : Praeger.
- COCHRANE (G.), 1980. — Policy studies and anthropology. *Current Anthropology*, 21 (4) : 445-58.
- COLSON (E.), 1985. — Using anthropology in a world on the move. *Human Organization*, 44 (3) : 191-96.
- EDDY (E.), PARTRIDGE (W.), eds, 1987. — *Applied Anthropology in America*, Second Ed., NY : Columbia Univ. Press.

- EHRENFELD (D.), 1981. — *The Arrogance of Humanism*. NY : Oxford Univ. Press.
- FORD (T. R.), 1977. — The production of social knowledge for public use. *Social Forces*, 56 (2) : 504-518.
- FOSTER (G. M.), SCUDDER (T.), COLSON (E.), KEMPER (R. V.), eds, 1979. — *Long-term Field Research in Social Anthropology*. NY : Academic Press : 1-18 et 323-48.
- GREEN (E. C.), ed. 1986. — *Practicing Development Anthropology*. Boulder, Co : Westview Press.
- GRILLO (R.), REW (A.), 1985. — *Social Anthropology and Development Policy*, ASA Monographs, 23. NY : Tavistock.
- GUESS (G. M.), 1987. — *The Politics of United States Foreign Aid*. NY : Saint Martin's Press.
- HINSHAW (R. E.), 1980. — Anthropology, administration, and public policy, *Ann. Rev. Anthropol.*, 9 : 497-522.
- HOBEN (A.), 1980. — Agricultural decision making in foreign assistance : an anthropological analysis. See BARLETT, 1980.
- HOBEN (A.), 1982. — Anthropologists and development. *Ann. Rev. Anthropol.* 11 : 349-75.
- HOBEN (A.), 1984. — The role of anthropologists in development work : an overview. Voir PARTRIDGE 1981 : 9-17.
- HOROWITZ (M.), SCUDDER (T.), BROKENSHA (D.), 1977. — *The Anthropology of Rural Development in the Sahel*, Binghamton, NY : IDA.
- HOROWITZ (M.), PAINTER (T. M.), eds., 1986. — *Anthropology and Rural Development in West Africa*, Boulder, Co : West-view Press.
- HOROWITZ (M.) *et al.*, 1987. — The Approach and Activities of the Institute for Development Anthropology in Food Production, Natural Resources Management and the Alleviation of Hunger in Developing Countries. *GeoJournal*, 14 (1) : 123-124.
- HOROWITZ (M.), 1988. — Anthropology and the New Development Agenda, *Development Anthropology Network*, 6 (1)
- IDA, Brochure de présentation.
- IDA, Clark University, 1984. Human Settlement and Natural Resource Systems Analysis (SARSA Project Paper).
- International Rice Research Institute, 1980. — *The Role of Anthropologists and Other Social Scientists in Interdisciplinary Teams Developing Improved Food Production Technology*. Manila, Philippines.
- JOHNSTON (B. F.), HOBEN (A.), DIJKERMAN (D. W.), 1987. — *An Assessment of AID Activities to Promote Agricultural and Rural Development in Sub-Saharan Africa*. AID Evaluation Special Study n° 54, Washington, DC : USAID.
- JONES (D. J.), 1971. — Social responsibility and the belief in basic research : an example from Thailand (+ Commentaries). *Current Anthropology*, 12 (3) : 347-55.
- JONES (J. R.), WALLACE (B. J.), 1986. — *Social Sciences and Farming Systems Research. Methodological Perspectives on Agricultural Development*. Boulder, Co : Westview Press.
- KUMAR (K.), 1987. — *AID's Experience with Integrated Rural Development Projects*, AID Program Evaluation Report n° 19, Washington, DC : USAID.
- LEWIS (D.), 1973. — Anthropology and colonialism. *Current Anthropology*, 14 (5) : 581-602.

- LEWIS (J. P.), KALLAB (V.), 1986. — *Development Strategies Reconsidered*, New Brunswick, NJ : Transaction Books.
- LITTLE (P. D.), HOROWITZ (M. M.), 1987. — *Lands at Risk in the Third World : Local Level Perspectives*. Boulder, Co : Westview Press.
- Mac PHERSON (L.), 1978. — *The Role of Anthropology in the AID*. Workshop Report. Binghamton, NY : IDA.
- MARCUS (G. E.), FISCHER (M. M. J.), 1986. — *Anthropology as Cultural Critique. An Experimental Moment in the Human Sciences*. Univ. of Chicago Press.
- MICKELWAIT (D. R.), SWEET (C. F.), MORSS (E. R.), 1979. — *New Directions in Development : a Study of USAID*. Boulder, Co : Westview Press.
- PARTRIDGE (W.), 1984. — *Training Manual in Development Anthropology*. Society for Applied Anthropology and American Anthropological Association. Special Publication n° 17.
- PARTRIDGE (W.), EDDY (E.), 1987. — The development of applied anthropology in America. Voir EDDY et PARTRIDGE, 1987 : 3-55.
- PARTRIDGE (W.), 1987. — Toward a theory of practice. Voir EDDY et PARTRIDGE, 1987 : 211-33.
- PITT (D.), 1976. — *Development from Below. Anthropologists and Development Situations*. La Hague, Mouton.
- Practicing Development Anthropology*. Numéro Spécial : Anthropology in the United States Agency for International Development. 1981. 3 (2).
- RANC (E.), 1988. — A plea for a dynamist anthropology in development situations. *ISOP Researcher*, University of California, Los Angeles.
- RHOADES (R. E.), 1986. — Breaking new ground : Agricultural anthropology. Voir GREEN, 1986 : 22-66.
- RHOADES (R. E.), HORTON (D. E.), BOOTH (R. H.), 1986. — Anthropologist, biological scientist and economist : the three musketeers or three stooges of farming systems research? Voir JONES et WALLACE, 1986 : 21-63.
- ROBERTSON (A. F.), 1984. — *People and the State : An Anthropology of Planned Development*. Cambridge Univ. Press.
- SCUDDER (T.), 1984. — *The Development Potential of New Lands in the Tropics and Subtropics. A Global State-of-the-Art. Evaluation with Specific Emphasis on Policy Implications*. AID Program Evaluation Discussion Paper n° 21, Washington, DC : USAID.
- SCUDDER (T.), 1985. — A sociological framework for the analysis of new land settlements. Voir CERNEA, 1985a : 121-53.
- SCUDDER (T.), 1987. — Opportunities, Issues and Achievements in Development Anthropology since the Mid-60s : A Personal View. Voir EDDY et PARTRIDGE, 1987 : 184-210.
- SEWELL, FEINBERG, KALLAB (V.). — *U.S. Foreign Policy and the Third World*. N° 3. Agenda 85-86. New Brunswick, N.J. : Transaction Books.
- STULL (D. D.), SCHENSUL (J. J.), 1987. — *Collaborative Research and Social Change. Applied Anthropology in Action*. Boulder, Co : Westview Press.
- TENDLER (J.), 1975. — *Inside Foreign Aid*. Baltimore, Md : John Hopkins Univ. Press.
- THOMPSON (L.), 1976. — An appropriate role for postcolonial applied anthropologists. *Human Organization*, 35 (1) : 1-6.

- United States. Agency for International Development, 1987. — *AID Evaluation Handbook*. AID Program Design and Evaluation Methodology Report n° 7, Washington, DC : USAID.
- United States. Agency for International Development, 1987. — *Guidelines for data Collection, Monitoring and Evaluation Plans for AID-Assisted Projects*, AID Program Design and Evaluation Methodology Report n° 9; Washington, DC : USAID.
- DE WALT (B. R.), PELTO (P. J.), 1985. — *Micro and Macro Levels of Analysis in Anthropology. Issues in Theory and Research*. Boulder, Co : Westview Press.
- WEAVER (T.), 1985. — Anthropology as a policy science. *Human Organization*, 44 (2) : 97-105; 44 (3) : 197-205.
- VAN WILLIGEN (J.), 1984. — Truth and effectiveness : an essay on the relationships between information, policy and action in applied anthropology. *Human Organization*, 43 (3).
- VAN WILLIGEN (J.), 1986. — *Applied Anthropology : an Introduction*. Granby, Ma : Bergin and Garvey.
- VAN WILLIGEN (J.), 1987. — Guide to training programs in the applications of anthropology. *Practicing Anthropology* : 9 (2).
- WULFF (R. M.), FISKE (S. J.), 1987. — *Anthropology Praxis. Translating Knowledge into Action*. Boulder, Co : Westview Press.